

# Le pouvoir aux travailleurs

28 OCT 2001

N° 85

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- LEUR "FORUM DE RÉCONCILIATION" C'EST DU CINÉMA .....	2 - 3
- ILS PUENT LE TRIBALISME ET LA XÉNOPHOBE .....	4
- MAHAN GAHÉ : DÉMAGOGIE ET RECHERCHE DE PITANCE	4 - 5
- ARRESTATION DES "JEUNES GENS" DE GUEI .....	5
- QUE VAUT LE PARDON D'UN GALONNÉ ? .....	6
- BATAILLE DE CHIFFONNIERS AU SEIN DU PDCI .....	6 - 7
- LUTTE POUR LE CONTRÔLE DU CAFÉ-CACAO .....	7
- CHOLÉRA : L'ÉPIDÉMIE S'ETEND .....	8
- SOMMES NOUS AU MOYEN-AGE? .....	8
- CARTE DE SÉJOUR: ENCORE UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS .....	9
- 86 ECOLES BIENTÔT FERMEES! .....	9
- LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE A ENCORE DÉPÉRI .....	10
- LES TRAVAILLEURS DISENT NON AUX LICENCIEMENTS .....	11
- LE CHÔMAGE DANS LE BÂTIMENT .....	12
- UN SINISTRE PALMARÈS DES GRANDES FORTUNES .....	13
- HALTE A LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN AFGHANISTAN .....	13 - 15

LEUR "FORUM DE RÉCONCILIATION" C'EST DU CINÉMA

Toute une pléthore de politiciens et de notables de tous bords ont déjà commencé à défiler à la tribune du palais de la culture pour discourir dans le cadre de ce que le gouvernement a nommé "*forum de réconciliation nationale*". Ce forum qui a commencé le 9 octobre devra se terminer le 10 décembre. Les caméras de télévision comme l'ensemble de la presse couvrent très largement ce prétendu "*grand événement*" qui ressemble plus à un cinéma dont les acteurs jouent des monologues qu'à un débat contradictoire sur la situation réelle vécue par la majorité de la population.

Bédié a déjà palpé les fruits de cette "*réconciliation*". Après avoir passé 22 mois d'exil auprès de ses protecteurs en France, il est rentré en Côte d'Ivoire avec les honneurs, accueilli par un représentant de Gbagbo. Par avance, sans qu'il ait été jugé, il a bénéficié d'une amnistie générale. Il ne sera donc pas du tout inquiété pour les milliards qu'il avait détournés durant son règne. Bien au contraire, Gbagbo lui versera même une indemnité d'ancien président; il est logé dans une grande villa ayant coûté plus de 700 millions aux contribuables. Il aura des employés de maisons, des voitures et toutes sortes de privilèges aux frais de l'Etat. Ainsi, au lieu de lui confisquer ses avoirs volés, le pouvoir actuel lui en donne. C'est cela en réalité un des buts de cette "*réconciliation*". Gbagbo a besoin d'une stabilité pour pouvoir gouverner en toute tranquillité et par la même occasion il espère obtenir des crédits auprès des bailleurs de fonds. Il veut réunir autour d'une table les principaux ténors de la politique nationale afin de pouvoir se montrer comme celui qui rassemble tout le monde autour de lui. Mais pour le moment, Ouattara et Guéi sont restés devant la porte d'entrée. L'un comme l'autre veut que Gbagbo lui fasse plus de courbettes et

accorde quelques concessions conséquentes. L' "apothéose" nous dit-on, aura lieu lors de la cérémonie de clôture du forum où seront présentes des "sommités" comme Eyadéma qui connaît un rayon en matière d'assassinat et de disparition de ses opposants!

Alors, que ces chefs de bande se réconcilient entre eux ou pas, les travailleurs n'ont pas à choisir entre les uns et les autres. Du point de vue des intérêts des exploités ils se valent tous en tant que serviteurs des possédants.

Ce n'est pas pour autant que les travailleurs n'auraient rien à dire sur les différents sujets abordés au "forum". S'ils pouvaient y envoyer leurs représentants les plus combattifs et les plus conscients, ces derniers pourraient exprimer les aspirations de millions de travailleurs et de petites gens à la radio et à la télévision. Leur voix serait entendue partout et les exploités sauraient au moins qu'il y a dans ce pays des militants ouvriers qui combattent les injustices et veulent aider la classe ouvrière à s'organiser pour lutter collectivement.

Mais les aspirations des travailleurs n'intéressent pas les organisateurs de ce "forum" même s'ils disent qu' "aucun sujet n'est tabou". De fait, tous ceux qui y défilent, qu'ils soient de l' "opposition" officielle ou proche du pouvoir, nous méprisent. Nos conditions de vie difficiles, nos bas salaires, notre niveau de vie qui se dégrade au fur et à mesure que les prix augmentent, l'insalubrité dans laquelle nous vivons dans nos quartiers déshérités, ils s'en moquent. Eux, ce qui les intéresse c'est avant tout leur carrière personnelle; c'est leur positionnement dans le but de monnayer des avantages personnels. Alors, les travailleurs et tous les laissés-pour-comptes ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation, sur leurs propres luttes pour faire entendre leur voix et imposer leurs revendications.

## ILS PUENT LE TRIBALISME ET LA XÉNOPHOBE

Au fur et à mesure des interventions au "forum", ce qu'on peut remarquer le plus c'est que ce sont surtout les partisans du tribalisme, de la haine de l'étranger, et de "l'ivoirité" qui tiennent le haut du pavé. C'est à qui déversera le plus d'insanités sur Ouattara. Non pas spécialement sur sa politique ou sur celle du RDR mais sur le fait qu'il soit d'origine burkinabé. Les mêmes intervenants s'en prennent également à l'ensemble de la population dite "étrangère". Ils veulent expulser ceux qui seraient "venus d'ailleurs" des

terres qu'ils ont pourtant mises en valeurs, certains depuis des générations.

Ces gens qui propagent la haine souhaitent un nouveau bain de sang dans ce pays. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à les suivre dans leur xénophobie criminelle car tout ce qui les divise les affaiblit et, tôt ou tard, se retournera contre eux-mêmes. Voilà pourquoi nous devons combattre ces ennemis mortels de tous les travailleurs.

## MAHAN GAHÉ : DÉMAGOGIE ET RECHERCHE DE PITANCE

Le 16 octobre dernier, Mahan Gahé, le secrétaire général du syndicat "Dignité" est intervenue à la tribune du "Forum pour la réconciliation nationale". Il a dénoncé "le mépris, le mensonge, la corruption et l'impunité" qui sont selon lui les maux dont souffre la population. Il a parlé, à juste titre du "mépris des puissants vis-à-vis des travailleurs, considérés comme du bétail et qu'on maintient à un salaire de misère pour préserver les salaires faramineux des copains PDG". Il a dénoncé également le "mépris d'un gouvernement qui se fiche de voir mourir les travailleurs et refuse de régler des situations pourtant simples où les travailleurs ont raison". Il s'en est pris à "un président de la république qui se moque des travailleurs victimes de licenciement abusif, de conditions de travail dangereuses, de harcèlement par des patrons sans vergogne... Un président qui joue la comédie du

*premier mai...*" etc, etc. La Côte d'Ivoire est dit-il "un pays où tout est faux, truqué, arrangé". Il faut selon lui "soigner les grands maux" dont souffre ce pays et "redonner aux travailleurs leur dignité".

Voilà des paroles qui devraient faire chaud au coeur des travailleurs car elles mettent le doigt sur les réalités qui sont les leurs. Mais tout tombe dans l'eau lorsque qu'on se rend compte que le gouvernement, le président dont il s'agit sont ceux du "passé" et que toutes les misères, les mensonges, la corruption dénoncées sont également du "passé" dans la bouche de ce bureaucrate syndical qui voudrait à sa manière rendre un petit service au pouvoir de Gbagbo en échange de petits cadeaux. C'est ainsi qu'il demande platement entre autre, la création d'"une structure de concertation permanente", d'un "comité de contrôle de l'économie", d'une "direction tripartite" à la CNPS

comme dans d'autres caisses, d'une "subvention des confédérations syndicales", etc, etc. Bref, il quémante quelques postes et quelques caisses à gérer. Pour les travailleurs il ne demande, et encore du bout des lèvres, qu'un modeste remplacement du SMIG par un SMIC qui serait lié au niveau de vie.

Pour faire face à la misère qui

grandit dans leurs foyers, à la rapacité grandissante des exploiters, au renchérissement des prix des denrées, du transport et de tout le reste, les travailleurs ne peuvent pas compter sur un prétendu défenseur comme Gahé, plus préoccupé par sa carrière personnelle et la recherche des privilèges que par le sort des couches pauvres.

### QUI A DÉCIDÉ L'ARRESTATION DES "JEUNES GENS" DE GUEI ?

Pour préparer son arrivée à Abidjan et sa participation au "forum national", Guéi a délégué une équipe de militaires dirigées par son aide de camp le capitaine Fabien Coulibaly pour le précéder. Seulement, une semaine après leur arrivée, ils ont tous été mis aux arrêts au Camp commando d'Abidjan-Koumasi, après avoir subis un interrogatoire au commandement supérieur de la gendarmerie. La convocation émanait directement du chef d'état-major des Fanci ( Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) le général Mathias Doué, l'ex-numéro 2 de la junte militaire.

Celui-ci joue-t-il sa propre partition en réglant ses comptes personnels avec l'équipe de Guéi, quitte à mettre des bâtons dans les roues de Gbagbo? On le saura peut-être plus tard.

Toujours est-il que quelles que soient les raisons avancées pour ces

arrestations, même si par la suite quelques éléments ont été libérés ou en "liberté provisoire", il s'agit-là d'une pierre lancée dans la marre de la "réconciliation nationale" initiée par Gbagbo. Ce dernier entend certainement mener à son terme sa "réconciliation nationale" pour consolider son pouvoir fragile. Mais ces arrestations sont loin de l'arranger. Alors se pose la question de savoir qui détient vraiment le pouvoir? Gbagbo et ses ministres ou l'armée? En tout cas, cet incident montre que Gbagbo est loin de détenir la totalité du pouvoir. De là à penser qu'il ne tient en place que dans la mesure où il ne dérange pas trop les forces armées, il n'en faut peut-être pas de beaucoup. Après tout, lorsque la junte détenait encore le pouvoir, Mathias Doué n'avait-il pas dit lors d'une interview accordée aux journalistes, que lui il s'identifiait à "Jésus" et considérait Guéi comme "dieu" le père? Alors, d'ici que l'idée lui vienne d'imiter son "père", il n'y a peut-être qu'un pas.

## QUE VAUT LE PARDON D'UN GALONNÉ ?

Lors de son passage au forum, le général Doué a, au nom de l'armée, "demandé pardon pour les torts causés". Il a fait "acte de repentance" et s'est engagé au nom des militaires pour une "réconciliation totale avec la nation". Que dire d'un tel engagement quand cela vient d'un galonné de son genre? C'est sous le commandement de ce général que des militaires et des gendarmes qui ont massacré la population, ont pour les uns été

acquittés, pour d'autres même pas été jugés. C'est sous ses ordres qu'aujourd'hui "les forces de l'ordre" tabassent et tuent des innocents.

Quelle valeur peut-on donner aux propos d'un "lion" qui demande de faire la paix avec sa proie?

En clair, la population n'a rien à attendre d'un serviteur zélé de l'Etat de la bourgeoisie qui se moque éperdument de ses préoccupations essentielles.

## BATAILLE DE CHIFFONNIERS AU SEIN DU PDCI

Depuis le retour de Bédié en Côte d'Ivoire, la crise qui couvait déjà depuis bien longtemps à l'intérieur de l'instance dirigeante du PDCI, semble reprendre du poil de la bête. L'ancien patron voudrait tout régenter mais pour cela il lui faut faire le ménage. L'illustration de cette crise est la remise à plusieurs mois plus tard du congrès qui devait avoir lieu ce mois d'octobre. On a pu assister également à un étripage de chignon entre les dignitaires de l'UFPDCI (l'Union de Femmes du PDCI). Cela a abouti à la mise à l'écart de Léopoldine Coffie qui tenait jusqu'ici le rôle de présidente de ce mouvement. Elle est accusée de "traîtrise" et d'être passée chez les partisans de Guéi.

En réalité il n'y a rien de nouveau sous le soleil du panier de crabe du PDCI. Déjà depuis le coup d'Etat de Robert Guéi en 1999, certains des dignitaires parmi les plus opportunistes avaient quitté le bateau du PDCI en train de couler. Rappelons pour mémoire un

certain Paul Akoto Yao qui s'était précipité dans le sillage du galonné tombeur de Bédié en présentant le "général" comme "notre De Gaulle à nous". Il est aujourd'hui l'un des chefs de l'UDPCI de Guéi. Il a déjà un gros os à grignoter. D'autres comme Dona Fologo, tout en étant resté secrétaire général et chef par "intérim" du PDCI, lorgne depuis quelque temps du côté de Gbagbo pour que celui-ci daigne lui donner le poste convoité de président du Conseil économique et social. D'autres, second ou troisième couteau, attendent peut-être le moment venu pour saisir le vent du large et aller dans la direction la plus courte vers la soupe. Mais le problème est de savoir si le pouvoir actuel a de quoi satisfaire la voracité de chacun de ces margouillats car il a aussi à caser des dignitaires du FPI. Donc il y a bien lieu de réfléchir et de choisir là où la probabilité de grappiller des postes est la plus forte.

Bédié tentera certainement de

convaincre ses partisans un peu hésitants que demain l' "alternance" est pour lui. Il peut toujours rêver. C'est permis

même quand on a été chassé à coup de pied dans le derrière par un général qui, lui-même, a subi le même sort.

### LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES MILLIARDS DU CAFÉ-CACAO ?

Depuis quelques jours, un bras de fer s'est engagé entre le gouvernement d'une part et la BCC (Bourse du Café et du Cacao) et l'ANAPROCI (Association nationale des producteurs de café et de cacao) de l'autre. Ce conflit semble avoir pour fond le contrôle des milliards de FCFA que génère la mainmise de la commercialisation de ces deux produits.

En effet, la vente à l'exportation de ces deux produits donne lieu au prélèvement direct de 9.160FCFA par tonne, sur quoi s'ajoute encore 3.500 FCFA par tonne pour la "sacherie - brousse". Lorsqu'on sait que la production ivoirienne de ces deux produits s'élève à plus d'un million de tonnes, il s'agit de savoir lequel des deux parties aura le contrôle de ces milliards.

Les dirigeants de la BCC et de l'ANAPROCI crient leur colère en disant que le gouvernement est en train de "trahir le peuple". Mais d'un côté comme de l'autre, le prétendu "intérêt du peuple" n'a rien à voir dans cette affaire. Il s'agit d'un côté, pour les dirigeants de ces organismes, d'avoir le contrôle de cet argent et de pouvoir s'en mettre au

passage plein les poches, et de l'autre, pour le gouvernement, de satisfaire les multinationales du négoce que sont Cargil, Barry Cabault (SACO), CEMOI, ADM, etc. Ces sociétés ne veulent entendre parler d'aucune sorte de contrôle, dans leur mainmise depuis l'achat aux producteurs jusqu'à l'exportation de ces deux produits. En satisfaisant les exigences de ces multinationales américaines, hollandaises et françaises, qui avaient dès le départ boycotté la BCC, le gouvernement se soumet en fin de compte à leur diktat ainsi qu'à celui du FMI qui lui non plus n'avait pas vu d'un bon oeil la mise en place de la BCC quelques mois plutôt. Cela montre que ceux qui décident vraiment de la politique à mener en Côte d'Ivoire, aujourd'hui comme hier, ce sont les grands trusts et les bailleurs de fonds. Là, en l'occurrence, les dirigeants de la BCC et l'ANAPROCI qui ne font pas le poids à côté des trusts en payent les prix. Mais ceux qui sont vraiment les plus volés sont les petits paysans et les ouvriers agricoles qui se trouvent au bout de la chaîne. Ils sont depuis toujours les laissés-pour-compte.

## L E U R S O C I E T E

### CHOLÉRA : L'ÉPIDÉMIE S'ÉTEND

8 cas de décès de choléra ont été signalés à Bondoukou sur 170 cas déclarés. Voilà qui est inquiétant pour la population pauvre. Car c'est elle et elle seule qui subit cette maladie de la misère. Les autorités au lieu de chercher des solutions devant cette épidémie effrayante, se contentent de dire des banalités du genre: il faut se laver les mains avec du savon, faire bouillir l'eau etc. Comme si la population pauvre

aimait le manque d'eau potable, les bidonvilles crasseux et donc la misère. Si nos dirigeants voulaient vraiment combattre le choléra on l'aurait su car jusqu'à présent le peu qui aurait pu être réalisé comme par exemple distribuer de l'eau potable, creuser des latrines, ne l'est pas.

Quant à combattre la misère qui est la vraie cause du choléra c'est une autre paire de manches.

### SOMMES NOUS AU MOYEN-AGE?

Nous sommes certes au 21ème siècle mais lorsqu'on lit ce que colportent les journaux en matière de croyance en la magie on a l'impression qu'ils sont loin d'être sortis du moyen-âge. Pour preuve voici ce qu'on peut lire comme imbécillités sous la plume d'un journaliste travaillant pour un quotidien qui se prétend sérieux: un "guérisseur" rend la santé à 8 malades rien qu'en leur parlant au téléphone ou encore un

bélier blessé désigne son agresseur. Que ces propos viennent d'un analphabète qui vit au fin fond d'une forêt, on peut le comprendre. Mais quand ils proviennent d'un soi-disant "intellectuel" qui devrait éveiller les consciences en combattant l'obscurantisme sous toutes ses formes, c'est tout simplement écoeurant. Mais que peut-on attendre d'une société qui se nourrit de l'ignorance?

### UN NOUVEAU SATELLITE POUR LES MATCHS DE FOOTBALL

Le patron de TV Africa vient d'annoncer que d'ici la mi-novembre, sa société va se doter d'un nouveau satellite pour pouvoir diffuser des images plus claires pendant la CAN et la coupe

du monde de 2002.

Quand il s'agit d'utiliser la haute technologie pour rapporter de gros profits le système capitaliste trouve



## L E U R S O C I E T E

toujours les moyens. Mais quand il s'agit, sans en tirer profit, de subvenir aux besoins les plus criants de la population défavorisée comme par exemple construire des latrines ou

d'assainir des quartiers précaires, pour éviter des maladies comme le choléra ou le paludisme il en est complètement incapable. Cela montre ce qui est une priorité aujourd'hui.

### CARTE DE SÉJOUR: ENCORE UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS ETRANGERS

Cela fait dix ans que la carte de séjour fut instaurée. C'était sous le règne de Houphouët. Ouattara était alors son Premier ministre. Déjà le prix fixé alors pour obtenir cette pièce était tellement élevé que les travailleurs avaient du mal à la payer. Mais voilà que le gouvernement de Gbagbo compte non seulement augmenter le tarif mais en plus il veut faire payer les enfants mineurs. Où veut-il que les travailleurs étrangers aillent prendre

tout cet argent, déjà que les gens ont du mal à joindre les deux bouts? N'est-ce pas une manière mesquine de leur dire de rentrer chez eux ou de vivre en clandestinité? Il prône la "réconciliation" mais en même temps il mène une politique contre les travailleurs étrangers. Voilà ce dont est capable ce gouvernement qui n'a pas honte de se prétendre "socialiste" et vouloir bien accueillir les étrangers.

### 86 ECOLES BIENTÔT FERMEES!

Très bientôt l'Etat va procéder à la fermeture de 86 écoles clandestines. Mais au-delà de ces fermetures on devrait se poser la question de savoir pourquoi ce genre d'écoles pullulent aujourd'hui. A cette question-là les autorités se gardent bien de répondre car elles en sont les responsables.

Les conditions de vie des populations ne cessent de se détériorer jour après jour, ce qui fait que les parents sont obligés de se contenter de ce genre d'écoles au rabais pour leurs

enfants. Aussi, l'Etat qui s'est complètement désengagé de la politique de l'école ne permet pas à tous les enfants d'accéder aux écoles existant et qui sont aussi entièrement débordées.

Donc au lieu de fermer les écoles clandestines, l'Etat les combattrait plus efficacement et plus sûrement, non seulement en améliorant les conditions de vie des populations, mais aussi en construisant en nombre suffisant des écoles de bonne qualité pour pouvoir

recevoir tout le monde.

## L E U R   S O C I E T E

### LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE C'EST L'EMBRIGADEMENT OBLIGATOIRE

Le gouvernement vient de décider le rétablissement du service militaire obligatoire pour tous les jeunes. Et cela soi disant pour apporter aux jeunes une formation professionnelle et une "culture citoyenne". Pour la formation, le meilleur lieu serait dans les écoles professionnelles, mais ça ce gouvernement ne pense même pas à en construire. En ce qui concerne l'éducation "citoyenne", on a qu'a

regarder le comportement des forces de "l'ordre" sinon du désordre pour être convaincu que ce n'est pas une formation militaire qui nous l'apporterait.

La vraie raison de la promulgation du service militaire obligatoire est d'embrigader la jeunesse. Incapables de créer des emplois pour elle, les autorités ont peur de la laisser traîner dans les rues, sinon elle risquerait d'y faire exploser sa juste colère.

### LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE A ENCORE DÉPÉRI

Actuellement c'est l'anarchie totale sur le marché au niveau du prix des denrées de première nécessité. Ils varient d'une boutique à l'autre et même d'un jour à l'autre. C'est ainsi que le kilo de riz brisure communément appelé riz cassé est passé dans la plus part des boutiques de 300 Fr à 350 Fr voire même 400Fr. Le kilo du sucre blanc, de 500 Fr le prix varie maintenant entre 600 Fr et 650 Fr. Quant à l'huile, il est passé de 500 Fr à 700Fr le litre. Il en va

de même pour beaucoup d'autres produits. Et tous cela au nez et à la barbe du gouvernement dit "socialiste". De toute façon c'est la population pauvre qui en fait les frais et ça il s'en fiche.

Mais la rapacité des barons du commerce et la passivité des dirigeants finiront par apporter la goutte d'eau qui fera tout déborder. Et là, il faudra que la population sache leur imposer ses conditions.

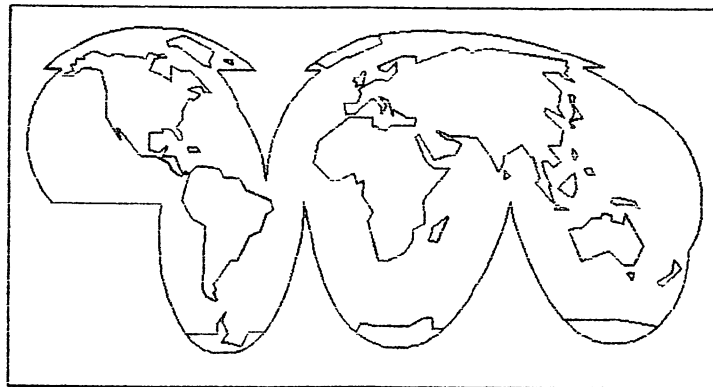
# L E U R      S O C I E T E

## LES TRAVAILLEURS DISENT NON AUX LICENCIEMENTS

Voici une société située dans la zone de Vridi du nom de CORNELDER (Société travaillant dans le Café-Cacao) qui sous prétexte que la société ne va pas, décide de licencier 87 employés. Comme d'habitude, les patrons préfèrent sacrifier les travailleurs plutôt

que de prendre sur les bénéfices accumulés. Les employés de CORNELDER se sont mis aussitôt en grève pour dire non au licenciement. Ils ont bien raison. Il n'y a que par la lutte qu'ils peuvent espérer repousser les attaques des patrons.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

## LE CHÔMAGE DANS LE BÂTIMENT

Les travailleurs du bâtiment tout comme ceux des industries, vivent actuellement des situations très difficiles. Le plus inquiétant c'est que personne ne sait quand finira cette crise qui frappe de plein fouet tous les travailleurs.

Mais à y réfléchir, le secteur du bâtiment vit aujourd'hui une crise qui ne devrait pas en être une. Nous savons tous que la majorité de la population des grandes villes de ce pays, est mal logée ou, n'est même pas logée. Les quartiers populaires sont sans assainissement, les rues sont non bitumées ou jonchées de nids de poules. Cette importante population pauvre des villes a besoin de se loger, donc il y a une demande sociale à satisfaire.

Quant aux paysans pauvres, à l'intérieur du pays, ils croupissent dans des cases sans toit. Des villages sont coupés des centres urbains à cause du mauvais états des routes, lorsqu'il y en a une. Des associations des paysans pauvres font, depuis plusieurs années, des demandes de lotissements et de construction de leur village auprès des promoteurs immobiliers, toujours sans suite.

Et c'est particulièrement dans ce secteur que les entreprises comme

SCI, ROSIERS, BATIM-CI, SIPIM et autres, ferment les portes sous prétexte que rien ne va plus car il n'y aurait plus d'acquéreurs des maisons. Ils mettent ainsi, des milliers de familles d'ouvriers dans la misère totale.

Cette crise du bâtiment montre bien comment la société capitaliste est une société injuste, aberrante et irrationnelle. Cela montre comment le capitalisme ne produit pas ce qui est nécessaire à la société mais seulement ce qui peut apporter des profits à la bourgeoisie. Et c'est là que, si le gouvernement actuel qui se dit socialiste l'était vraiment, il devrait commencer par prendre des mesures contraignantes vis à vis de ceux qui bafouent les droits des travailleurs. Ils devraient les obliger à prendre sur leurs bénéfices accumulés depuis plusieurs années, pour faire fonctionner ces sociétés, réaliser des travaux utiles à la population même si cela ne rapportent pas de profit à ces affameurs.

Cela pourrait permettre non seulement aux milliers de familles mal logées, de se loger convenablement mais aussi permettre aux milliers d'ouvriers de trouver un travail, et ainsi trouver de quoi nourrir leur famille. Mais il est inutile d'attendre cela de la part de ce gouvernement car il est au service des riches et non des pauvres.

## UN SINISTRE PALMARÈS DES GRANDES FORTUNES

Selon le palmarès des hommes les plus riches du monde, l'américain Bill Gates, propriétaire de la société

Microsoft (informatique), arrive en tête pour la septième année consécutive avec une fortune évaluée à 58,7

milliards de dollars. En guise de comparaison, cet homme à lui tout seul possède plus que l'équivalent de 46 années de budget de la Côte d'Ivoire.

La fortune du numéro deux de ce classement, également un homme d'affaire américain, n'est "que" de 32,3 milliards de dollars. Mais rien que depuis l'année dernière elle aurait progressée de plus de 4,3 milliards de dollars. Soit en une seule année il aurait "gagné" l'équivalent de cinquante ans de salaire de l'ensemble des travailleurs du secteur moderne de la Côte d'Ivoire.

La famille Bouygues, connue en Côte d'Ivoire pour ses possessions (électricité, eau et diverses constructions entre autres), arrive à la 198ème place avec 2,3 milliards de dollars. Quant à nos gros d'ici, les noms des plus riches d'entre eux ne figurent même pas dans ce palmarès. A côtés des éléphants que sont les Bill Gates et consorts ils ressemblent à des fourmis. Ce qui, soit dit en passant, n'enlève rien de leur voracité et de leur cupidité; bien au contraire. C'est en volant, en pillant les caisses de l'État,

en payant des salaires de misères à leurs ouvriers qu'ils se sont enrichis au milieu d'un océan de misère.

Ces gens les plus fortunés du monde peuvent "claquer" en une seule soirée, rien que pour leur loisir, des sommes faramineuses qui pourraient par exemple nourrir des millions d'individus dans les pays où sévissent la famine ou la malnutrition. Et on pourrait multiplier ainsi à volonté des exemples illustrant tout ce qui pourrait être réalisé pour le bien être de l'humanité toute entière si l'on mettait au service de la collectivité humaine toutes les fortunes accumulées rien que par quelques centaines d'individus à la tête des trusts puissants qui pillent et exploitent aux quatre coins de la planète. La réalisation de ce projet de mise en commun de toutes les richesses fait partie du programme des communistes révolutionnaires. Mais elle passe tout d'abord par l'organisation du prolétariat en parti politique révolutionnaire car c'est la seule classe qui peut arracher des mains de la bourgeoisie toutes les richesses qu'elle a accumulée.

#### HALTE A LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN AFGHANISTAN

L'aviation anglo-américaine fait tomber une pluie de missiles et de bombes sur les principales villes d'Afghanistan. Ces bombardements seraient une riposte aux attentats de New-york et de Washington. Ils seraient dus au fait que les taliban n'ont pas accepté de livrer le chef terroriste Ben Laden auteur présumé de ces attentats. Le président américain Georges Bush a annoncé que cette "riposte serait

dévastatrice et prolongée", pour cela le congrès américain a débloqué un budget de guerre de 344 milliards de dollars. Les dirigeants américains ont mobilisé une armada de guerre au coeur de l'Asie centrale ainsi que dans d'autres zones stratégiques de la planète.

Les chaînes de télé ont exhibé sans honte les joujoux sophistiqués dernier cri, capables dit-on de prouesses

meurtrières inimaginables. Les mêmes écrans de télé montrent chaque jour des images des familles terrorisées qui ne savent plus où se réfugier car toutes les frontières sont officiellement fermées, du moins pour ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire au passage. Les principales victimes ne sont pas les sbires de Ben Laden ni les taliban, mais des femmes, des enfants et des vieillards pauvres et souvent malades. Les principales victimes de l'état de guerre nous dit-on à l'avance, seront ces deux à trois millions de paysans qui, s'ils s'attachent encore à leur terre ou sont parqués dans ces camps misérables, sont en proie à une sécheresse grave et à la guerre que les différents clans se mènent depuis plus de vingt ans. Ces dernières années ils n'ont pu survivre que grâce à l'aide internationale. Cette aide est suspendue depuis des semaines. Les images des gosses et des vieillards au corps décharné n'ayant rien d'autre à se mettre sous la dent que l'herbe, sont particulièrement insoutenables. Avec la guerre et l'arrivée de l'hiver très rude dans ces contrées montagneuses arides, on n'ose même pas imaginer ce qu'il adviendra d'eux.

Les avions américains ont accompagné leurs premiers lâchers de bombes de largages de colis de vivres avec l'étiquette "*Don du peuple américain*". Cela ne fait que traduire le cynisme et le mépris des dirigeants de ce pays le plus riche et le plus puissant du monde envers les peuples qui n'ont rien.

Les actes terroristes de Ben Laden ou de ses semblables, sous le paravent de la religion, ont de quoi susciter dégoût et horreur. Ben Laden et une partie des dirigeants taliban ont

servi dans un passé pas si lointain, de mercenaires à la CIA (Services secrets américains) à l'époque où les USA cherchaient à mettre en place un régime plus favorable à eux que celui lié à l'ex-URSS. Ils n'ignoraient pas que cette mafia liée aux Mollahs une fois au pouvoir, ne manquerait pas d'instaurer un régime rétrograde féroce envers la population. Les femmes sont reléguées au rang d'esclaves corvéables à merci au service exclusif de leurs maris qui ont tous les droits sur elles. Le régime sanguinaire des taliban, ce sont les États Unis qui s'en sont servi et l'ont protégé. Ils ont fermé les yeux sur la dictature obscurantiste que les taliban exerçaient sur les populations. Les USA et leurs alliés occidentaux n'en sont pas à leur premier coup. Ce sont eux qui en 1990 diabolisaient Saddam Hussein après l'avoir doté d'une puissance militaire dans sa guerre contre l'Iran Khomeiniste. Aujourd'hui ils veulent, disent-ils, éradiquer le terrorisme dans le monde. Mais les bombes atomiques sur les villes non militaires mais civiles d'Hiroshima et de Nagasaki ne constituaient-elles pas des actes terroristes? Les bombes au napalm, les défoliants déversés à haute dose sur les forêts vietnamiennes ainsi que sur les villages n'étaient-ils pas des actes terroristes? Les bombardements réguliers encore actuels sur l'Irak ajoutés au boycott économique du pays ne sont-ils pas eux aussi des actes terroristes? Et en Afrique, le génocide du Rwanda effectué par un régime ami de la France encadré et protégé par elle, n'était-ce pas un acte terroriste?

Pour qualifier la guerre que les USA et leurs alliés mènent aujourd'hui contre le peuple afghan exsangue, ce n'est pas le mot terrorisme qu'il faudrait utiliser mais plutôt celui de barbarie. Les

grands de ce monde savent bien qu'ils ne mettront pas fin au terrorisme. Celui-ci peut continuer avec Ben Laden ou sans lui. Le gouffre est trop grand entre les nantis et les démunis qui sans perspective aucune pour leur devenir, sont complètement désespérés. Du désespoir au fanatisme religieux et au djihad il n'y a qu'un pas et il est vite franchi.

Les peuples pillés par les trusts industriels et financiers qui dominent le monde savent que les grandes puissances sont la principale cause de leur misère et de l'oppression. Ce sont ces deux facteurs qui sont à la base de la haine qu'un Ben Laden capte et canalise vers des objectifs réactionnaires. L'ignorance et l'obscurantisme dans lesquels des millions de gens sont maintenus font que sans cesse des vocations de terroristes kamikaze se révèlent et sont récupérées par n'importe quel gourou démagogue. Les dirigeants qui manipulent eux, ne sont ni des ignorants ni des désespérés. Certains auraient même bénéficié d'un enseignement de haut niveau dans des écoles occidentales et sont à la tête des fortunes colossales. Ils se servent de la

religion pour maintenir le peuple dans l'asservissement. Le principal responsable de cette situation, c'est le système capitaliste qui n'est plus apte à fournir à tous, un niveau de vie et un enseignement moderne. La multiplication des écoles coraniques sous forme de médrassa en Orient et la montée du maraboutisme en Afrique, sont la conséquence de ce recul certain. Ces médrassa sont financées directement par tel ou tel émir ou magna argenté. Les gens pauvres incapables de payer l'enseignement laïque à leurs enfants sont réduits à les confier aux Imams qui en font des fanatiques. D'une manière plus générale, le développement de l'islamisme depuis ces deux dernières décennies est l'illustration d'une sorte de régression vers laquelle tend une grande partie de la planète.

Actuellement il y a la guerre et les travailleurs doivent la dénoncer, s'associer à toutes les initiatives de ceux qui s'y opposent. Ils doivent aussi mettre en cause ce système qui régit le monde et engendre des guerres qui mènent l'humanité à la barbarie.



## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.